

# **Algérie : Communiqué en réponse à l'invitation de Bensalah, président par intérim, à la « rencontre de concertation »**

mercredi 24 avril 2019, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 22 avril 2019).

Après avoir pris acte de l'invitation du PST le 21 avril par « la présidence de la république » à « une rencontre de concertation sur la préparation de la présidentielle » et qui a lieu lundi 22 avril 2019 à Club des Pins, le Secrétariat National du parti a décidé ce qui suit :

- 1- Le PST, partie prenante et active du soulèvement populaire révolutionnaire enclenché depuis le 22 février 2019, considère que le système et ses institutions actuelles, notamment la présidence intérimaire de M. Bensalah, sont illégitimes. Par conséquent, le PST rejette toutes les décisions prises par ces institutions, notamment l'organisation d'une élection présidentielle le 4 juillet prochain.
- 2- De ce fait, le PST a décidé de ne pas participer à cette mascarade appelée « rencontre de concertation » qui conforte le passage en force du pouvoir de fait actuel d'une part et, d'autre part, lui accorde une caution politique.
- 3- Le PST dénonce vigoureusement la répression dont sont victimes les citoyennes et les citoyens, et exige que toute la lumière soit faite sur les nombreuses exactions commises par les forces de sécurité à l'encontre des enfants du peuple, notamment la mort suspecte du martyr Ramzi Yettou suite à son arrestation le 12 avril 2019.
- 4- Le PST appelle le pouvoir de fait actuel à proclamer sans délai l'abrogation de toutes les mesures et la levée de toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés démocratiques, notamment les libertés d'expression, de manifestation, d'organisation et les libertés syndicales dont le droit de grève.
- 5- Le PST considère que les poursuites actuelles engagées à l'encontre de quelques figures politiques et quelques oligarques du régime Bouteflika, qui est toujours en place, relèvent du règlement de comptes entre les factions et les groupes d'intérêts au pouvoir, en recomposition à la lumière du nouveau rapport de force en son sein. Elles constituent un simulacre d'opération « mains propres anti corruption » dans le but de séduire les masses populaires et redorer le blason du pouvoir de fait actuel. Elles révèlent enfin, que la justice aux ordres fonctionne toujours et que son indépendance du pouvoir politique et de ses injonctions est un combat qui ne fait que commencer.
- 6- Le PST réitère son appel à l'impérative auto organisation des masses populaires, à la mobilisation des travailleurs pour la réappropriation de l'UGTA et leur structuration syndicale et à la mise en œuvre des conditions permettant l'élection d'une assemblée constituante souveraine et représentative de nos aspirations démocratiques et sociales.

Alger, le 22 avril 2019

**Le Secrétariat national du Parti socialiste des Travailleurs (PST)**

